

## Syndicalisme et Révolution

Par Eugène Descamps

*Les Œillets rouges*, 1989, Cahiers de Réflexions anarchistes, n°4, pp. 28-34.

Au moment où le syndicalisme révolutionnaire s'étiole pour les uns, renaît pour les autres; au moment où les coordinations fleurissent et se fanent, nous avons choisi de rencontrer Eugène. Descamps<sup>1</sup> pour qu'il nous fasse part de sa réflexion quant aux liens qui unissent syndicalisme et révolution.

- O.R. : *L'idée de révolution vaut-elle encore dans le syndicalisme d'aujourd'hui ; syndicalisme et révolution sont-ils encore compatibles ?*

- E.D. : Il faut d'abord bien préciser le sens du mot « révolution », bien préciser de quelle révolution l'on parle. Est-ce une révolution qui implique la prise et/ou la destruction du pouvoir politique par la force et visant à abolir les privilèges, de manière que l'on désire définitive, par l'appropriation collective des moyens de production et de distribution. Est-ce une révolution « lente » qui, tenant compte du régime dans lequel elle naît, va essayer par une action quotidienne, permanente, de faire avancer vers des objectifs significatifs, vers plus de justice, l'autonomie ouvrière, le contrôle ouvrier, l'autogestion et, à tout le moins, le contrôle des grands moyens de production.

Pour moi, c'est plutôt dans ce deuxième sens qu'il faut entendre la révolution, le syndicalisme ayant un caractère révolutionnaire par le rôle déterminant que les travailleurs organisés y joueront. Si, pour ma part, j'ai peu employé ce terme, c'est sans doute à la fois par considération pour son contenu et par sensibilité aux difficultés des militants et aux pesanteurs du combat ouvrier. Pourtant, j'estime que la transformation fondamentale des rapports sociaux est essentielle ; la lutte n'a pas cessé, c'est pourquoi syndicalisme et révolution sont encore compatibles, mais à certaines conditions.

- O.R. : *Cette compatibilité se retrouve-t-elle, s'affirme-t-elle encore dans l'ensemble des courants syndicaux ?*

- E.D. : Si on examine les choix faits par la C.F.D.T. en 1970 lors de son congrès: « appropriation collective des principaux moyens de production, planification démocratique, autogestion », leurs caractères révolutionnaires ne font aucun doute. Après une longue marche, la C.F.D.T. faisait alors clairement le choix de l'option d'un socialisme autogestionnaire. En se déclarant pour la propriété sociale des grands moyens de production, la C.F.D.T. rejetait également le pouvoir étatique, source d'une société bureaucratique et... totalitaire. Elle prônait alors : décentralisation du pouvoir économique, participation active, contrôle des travailleurs et des consommateurs aux processus de décisions économiques. Elle s'affirmait nettement anticapitaliste... et antitotalitaire. Si on regarde aujourd'hui la situation de cette confédération, on est obligé de constater, honnêtement, que l'on est très loin des perspectives à visées révolutionnaires tracées à l'époque. En revanche, dans l'esprit et la pratique, certains syndicats C.F.D.T. ont conservé cette sensibilité, ces objectifs que nous nous étions fixés dans les congrès de 1970 et 1973, lorsqu'ils réaffirment, par exemple, leur volonté de voir les comités d'entreprise non seulement gérants d'œuvres sociales, mais aussi - et surtout - en

mesure de connaître, de juger la vie de l'entreprise, de contrôler embauche, licenciements et conditions de travail. En clair, un instrument d'action et de prise d'information pour le contrôle ouvrier.

Au plan des fédérations, je constate la constance de la fédération HACUITEX<sup>2</sup> dans ses luttes, ses choix présents et ses perspectives, malgré les graves difficultés économiques de ce secteur. De même pour certaines Unions régionales : Basse Normandie, Pays de Loire, etc. ; des secteurs professionnels: métaux Paris, Loire-Atlantique, etc. ; la résistance au néo-libéralisme est cohérente, radicale. Mais ces organisations ont, en face d'elles, en ce moment une confédération inscrivant son action dans un certain consensus, dans le cadre d'une « société apaisée ». Ce n'est pas médire que d'indiquer que la C.F.D.T. d'aujourd'hui accepte la primauté du marché, légitime le pouvoir et la fonction patronale, s'inscrit sans critique dans « l'impératif » de la compétitivité.

Lorsqu'on observe la C.F.D.T. de 1988, ses options pour un « socialisme démocratique » semblent bien lointaines. D'ailleurs, le récent congrès ne l'a-t-il pas banni du projet confédéral..., tandis que l'on appelait à sanctionner les organisations et les militants de la gauche syndicale!

- O.R. : *En renonçant en fait à l'autogestion. la C.F.D.T. a-t-elle renoncé, du même coup, à la révolution?*

- E.D. : Lors de son dernier congrès. la C.F.D.T. a parlé d' « autogestion », mais le terme est vidé de son contenu. En 1972 dans *Syndicalisme Magazine*, on pouvait lire :

« - ce sont les travailleurs qui éliront les responsables de l'entreprise aux différents niveaux (de l'atelier à l'ensemble de l'entreprise) ; (...)

« - ce sont les travailleurs qui décideront collectivement de l'organisation du travail et des conditions de travail ; (...)

« - ce sont les travailleurs qui détermineront, dans le cadre du plan démocratique, la politique de l'entreprise en matière de fabrication, de répartition des investissements, de rémunérations. »

De même, il était nettement affirmé que : « - L'autogestion n'est pas compatible avec la propriété privée des moyens de production et d'échange. C'est ce que la C.F.D.T. exprime en liant son projet d'autogestion à la propriété sociale (...) »

Aujourd'hui, les exigences autogestionnaires se transforment en une « démarche », une « perspective » dans lesquelles « chaque individu, groupe, doit pouvoir maîtriser ses conditions d'existence et les transformations ».

On voit mal en quoi ces formules vagues peuvent être un projet de transformation. Nous sommes vraiment aux antipodes de ce qu'Edmond Maire et Julliard<sup>3</sup> écrivaient en 1975 dans l'ouvrage *La C.F.D.T. d'aujourd'hui*, publié au Seuil : « Elle [l'action syndicale] est profondément et concrètement révolutionnaire, car elle met en cause les principes de base de la société capitaliste (...) ».

En abandonnant l'idée de socialisme autogestionnaire, la C.F.D.T. a perdu non seulement toute perspective, mais, plus grave encore, sa substance, ses pratiques ; elle n'appelle plus au débat, à la lutte, à la réflexion. Pourtant, face à la crise, à ces crises successives du capitalisme français et international, s'imposerait une analyse rigoureuse des stratégies économiques et financières du patronat, des gouvernements ; s'imposerait aussi de mettre le doigt sur l'incurie du libéralisme économique : les millions de chômeurs, les précaires, les laissés-pour-compte, les besoins

insatisfaits, la dégradation des services publics, etc. Mon jugement sévère sur la C.F.D.T. est à la mesure des espoirs d'il y a vingt-cinq ans, lors de sa fondation.

Il faut réagir face à l'intoxication des médias, à « l'air du temps » ! Avec nos moyens, sensibiliser l'opinion sur les conséquences néfastes des politiques libérales. Agir : l'action quotidienne est essentielle, car nous ne convaincrions de la justesse de nos objectifs, planification, autogestion, qu'à la condition d'être sur le terrain, d'expliquer d'entraîner, de réaliser un syndicalisme qui lutte et éduque. Trop souvent, on ne conscientise plus les gens, on ne les sensibilise plus à une transformation sociale!

- *OR.* : *Le fonctionnement actuel n'est-il pas un indicateur de cette perte de substance?*

- *E.D.* : Sans doute, on a perdu la notion d'une vie fédérale, tant au niveau des fédérations que des régions ou des départements. L'action doit se définir et se décider à partir d'une confrontation permanente entre la « base », les responsables et, si besoin, les appareils fédéraux et régionaux. Des « choses » bougent et on nous invite sans débat, sans discussion, **à nous adapter...** à quoi, pour quoi faire ?

Difficile de faire un syndicalisme à caractère révolutionnaire sans une conscience aiguë de l'adversaire. Même s'il se transforme, modifie son visage, le capitalisme est toujours là. Mais, est-ce si évident ? Non! Parler d'anticapitalisme fait ringard, vieux jeu.... et pourtant, sous de nouveaux habits, ce qui demeure - plus violent aujourd'hui qu'il y a vingt ans - c'est la domination du monde par les puissances financières et économiques, c'est le renforcement du système capitaliste, la célébration du profit, de la concurrence.... pour, en définitive, accroître l'exploitation des uns, la marginalisation des autres. Cela il faut le dire, l'expliquer !

C'est au travers de ces constantes que les travailleurs décident d'actions collectives et découvrent la lutte des classes et la nécessité d'actions nationales et internationales pour se défendre contre des transferts de production vers des pays à bas salaires (cf. Thomson), pour sauver leur établissement condamné par une décision prise à Boston (Etats-Unis) (cf. Gillette-Annecy) ; refuser des O.P.A., ; maîtriser ce qui change (techniques, organisation du travail). Dans le même temps, conscient de la transformation du groupe salarial, de l'importance grandissante des techniciens et ingénieurs, du développement des services, le syndicalisme doit œuvrer à créer de vivantes solidarités horizontales dans les processus de production. Au plan interprofessionnel, devant le chômage et la précarité, la fraternité doit être agissante pour le droit à la santé pour tous, une garantie des revenus, la diminution du temps de travail, la création d'emplois, une politique industrielle, etc.

- *O.R.* : *Quelles évolutions as-tu constatées dans les autres confédérations syndicales, quelle place pour l'idée de révolution?*

- *E.D.* : Du côté de la C.G.T., son autonomie à l'égard du parti n'existe pas plus qu'avant, ce qui rend sa capacité, son intention révolutionnaire inexistantes. La « démission » récente de Sainjon à la fédération des métaux est significative. Dans cette organisation, apparurent à plusieurs reprises des tentatives d'ouverture, la recherche d'une prise de distance par rapport au P.C. ; à chaque fois, l'initiative a été contrée pour finalement échouer.

Depuis dix ans, ceux qui ont voulu transformer de l'intérieur la C.G.T. ont été éliminés, mis sur la touche. Le Parti communiste a une volonté bien arrêtée de tenir en main l'organisation syndicale.

Chaque fois que des velléités d'autonomie se sont fait jour. Chaque fois qu'une volonté d'indépendance ou de recherche originale s'est manifestée, elles ont été cassées. C'est d'autant plus dommage que la C.G.T. avait un capital d'hommes exceptionnels qu'elle a gâchés, qui ont été neutralisés ou qui l'ont quittée sur la pointe des pieds. Il y a vingt-cinq ou trente ans, la C.G.T. disposait d'une réelle capacité révolutionnaire, d'organisations solides animées par des hommes généreux, sectaires parfois, mais au contact des travailleurs. Dans ce monde ouvrier où s'exprimaient fidélité et foi révolutionnaire, les militants se rendaient bien compte que le parti ou le syndicat déraillaient, mais par patriotisme d'organisation ils se taisaient et acceptaient !

Bien sûr, les situations ont changé, la condition ouvrière s'est améliorée. Les luttes y furent pour beaucoup. Les modes de vie se sont modifiés..., le monde des salariés a perdu de son homogénéité. Tout cela est vrai, mais l'absence d'autonomie réelle, les variations du P.C., ses exclusions, le centralisme démocratique ont tué la vie, l'échange, le renouveau.

- *O.R. : En bref, la C.G.T. n'a pas le droit d'être révolutionnaire sans le parti, et elle n'aura pas de capacités révolutionnaires tant qu'elle n'aura pas largué les amarres ?*

- *E.D. : Dans la mesure où elle n'a pas cette autonomie à l'égard du P.C., une autonomie de fait, réelle, elle ne peut vraiment s'engager dans une pratique authentiquement révolutionnaire. On l'a constaté en 1968. Elle reste pourtant une force à ne pas sous-estimer. Les conflits récents l'ont montré. De son côté, F.O. a mené son petit bonhomme de chemin avec, pendant vingt-cinq ans, André Bergeron à sa tête, Depuis quatre ou cinq ans, devant la faillite des autres, face à la dérive de la C.F.D.T, face à la C.G.T. qui n'arrive pas à se libérer, le syndicalisme F.O., qui accepte encore parfois des compromis bâtards, résiste bien aux sirènes du modernisme et défend fermement les acquis sociaux. Conservatisme, diront certains. Peut-être, mais comportement indispensable en ces temps de libéralisme débridé et de pressantes exigences patronales de déréglementation... F.O. n'a jamais proclamé vouloir la révolution, cette organisation reste fidèle au type de syndicalisme qu'elle a choisi.*

- *O.R. : Penses-tu que cette crise du syndicalisme révolutionnaire trouve l'une de ses sources dans les scissions de 1947, pour la C.G.T., et de 1964, pour la C.F.D.T., et qu'elles favorisèrent le renforcement du réformisme ?*

- *E.D. : Je m'interroge. A propos de la scission de la C.G.T., l'éclatement syndical voit naître d'un côté une C.G.T. sans autonomie réelle, de l'autre F.O. où se retrouvent les militants anarcho-syndicalistes et les militants réformistes, moins combattifs à l'époque que les militants communistes. Ils se sont manqué les uns aux autres ; plus d'autonomie pour les uns, plus de détermination pour les autres. Ils se sont amputés de quelque chose qui faisait la force et l'efficacité du syndicalisme.*

*De même pour la C.F.D.T., je crois que la scission a amputé, à sa naissance, la nouvelle organisation d'un certain style C.F.T.C. - celui des mineurs, par exemple, ayant une tradition de résistance aux compagnies minières, à l'occupant, plus engagés dans l'action directe du type de celle de la grève de 1963 qu'ils menèrent. Action directe basée sur certaines exigences et conceptions éthiques, mais action directe quand même.*

*La liberté syndicale, la liberté tout court sont des valeurs premières que je respecte, mais le syndicalisme souffre d'un manque d'unité<sup>4</sup>, de sa dispersion. L'unité d'action (et non les*

concertations au sommet pour des arrangements) oblige les militants, les structures à confronter leurs pratiques, leurs idées, à discuter, à débattre à tous les niveaux des organisations. Ce n'est pas toujours facile, souvent lent et pénible, mais l'action prend une autre ampleur, un autre écho, d'autres perspectives...

Entre syndicats, il faudra réapprendre - et imposer si besoin, comme la base vient de le faire - le chemin de l'unité dans l'action. Les salariés y aspirent. Les luttes de ces derniers mois dans la Santé, les P.T.T., les Transports l'ont démontré. Les coordinations, les comités de lutte ont bousculé bien des schémas. Ils seront porteurs d'avenir si les appareils syndicaux savent, enfin, écouter, admettre leurs limites et voir d'abord les besoins, les aspirations des salariés et le syndicalisme, plutôt que leur « maison » respective.

Ces dernières années, nous avons maintenu le feu, l'avons entretenu afin qu'il puisse s'embraser à nouveau, ce qui semble avoir été le cas ! Un renouveau du syndicalisme est possible. La condition première, c'est son autonomie, son indépendance à l'égard des pouvoirs, partis, religions. Sa liberté dans l'action pleinement acquise, il doit maintenir la visée révolutionnaire de transformation sociale, dépasser le groupe de pression pour être moyen de promotion collective.

En ces temps, le chômage, la précarité neutralisent et engendrent la peur..., pourtant, il n'y a pas de durable salut individuel. Dans la compétition mondiale, seul un rapport de forces, une résistance collective peuvent éviter l'arbitraire et de larges marginalisations de populations.

Cela appelle un syndicalisme de terrain, où les salariés sont responsables, ainsi qu'une grande autonomie mais liée à la coordination des luttes, à l'autodiscipline – de l'établissement à la société multinationale et à l'économie mondiale. Des hommes et des femmes debout démontrant que les « ressources humaines » peuvent être mobilisées non pour le service du capital, mais pour la justice et l'émancipation.

<sup>1</sup> Cofondateur et premier Secrétaire général de la C.F.D.T. (1964 -1971).

<sup>2</sup> Habillement, cuir, textile. Depuis cet entretien toutes ces structures CFDT ont été recentrées voire exclues. Certains de leurs militants ont rejoints SUD-Solidaire (Note HL, 2015)

<sup>3</sup> du S.G.EN. à l'époque membre du Bureau national de la C.F.D.T.

<sup>4</sup> N.d .R. Eugène Descamps ne parle pas, ici, d'unité organique.

Interview réalisée en septembre et modifiée en décembre 1988  
par H. Hernandez et H. Lenoir

Ce propos d'Eugène Descamps démontre la lucidité d'alors du vieux leader syndical quant à l'évolution de la CFDT et ses dérives et quant à la situation sociale et économique de la fin des années 1980. Ses analyses, malgré quelques rides, demeurent encore fondées et encore largement d'actualité. Seule peut-être son regard sur la CGT est peut-être dépassé... encore que... La recherche de l'illusoire (à ce jour) unité syndicale est pour Descamps une recherche permanente encore envisageable à cette période, plus difficile à envisager aujourd'hui tant les différentes « boutiques » roulent d'avantage pour leur survie que pour la lutte des classes et la transformation sociale. Si j'ai souhaité publié à nouveau ce long entretien 27 ans après, réalisé en 1988 dans la maison provençale de Descamps où il s'était retiré et publié en 1989 dans une revue animées par des adhérents de la Fédération anarchiste, c'est qu'il explique le pourquoi de l'engagement d'un

certain nombre de militants de ma génération dans les syndicats et les structures CFDT, surtout interprofessionnelles. Engagement largement incompréhensible en 2015 par ceux qui nous ont succédé dans ce cadre de lutte sociale. En effet, cette organisation, la CFDT, fut un temps, face à la CGT aux mains des staliniens du PC dans l'après 1968, une réelle alternative où les anarcho-syndicalistes avaient toute leur place... au moins l'eurent un temps avant le recentrage et la répression orchestrée par la direction confédérale et souvent menée ou acceptée par des gauchistes repentis. Il valait mieux pour nous alors fréquenter et militer avec quelques chrétiens progressistes que se voir maltraiter par les enfants de Staline... Erreur de jeunesse, peut-être, car l'histoire, au moins la nôtre, nous a rapidement rappelé que les tenants de l'église ou de l'état étaient par nature ni émancipateurs ni révolutionnaires. Reste, une paille, à tout reconstruire, voire à imaginer d'autres espaces, pour relancer l'esprit et les pratiques de la première AIT (Association internationale des travailleurs), des Bourses du travail et de la vieille CGT, de la glorieuses CNT d'Espagne et de tant d'autres organisations visant à l'émancipation des peuples, prônant l'action directe, l'éducation et le refus de parvenir.

H. Lenoir (juin 2015)